

## Questions

**Q1** The Board has identified two principal areas where professional valuers may need guidance on the role or the auditor and the audit process. The first is when acting as an auditor's expert; the second is when acting for an entity in providing valuations that will be included in a financial statement that will be subject to audit.

a) *Do you agree that these are the only two roles in respect of which valuers need guidance on audit procedures? If not please identify the additional roles of which you are aware.*

b) *Do you consider that the distinction between the two roles is clearly explained?*

*Le Board a identifié deux principales situations dans lesquelles les experts évaluateurs peuvent avoir besoin d'orientations quant au rôle de l'auditeur et au processus d'audit. Dans la première : l'évaluateur est l'expert de l'auditeur. Dans la seconde : l'évaluateur fournit des évaluations intégrées aux états financiers qui doivent faire l'objet d'un audit.*

a) *êtes-vous d'accord pour dire que ce sont les deux seules situations dans lesquelles les évaluateurs ont besoin d'orientations quant aux procédures d'audit ? Sinon, indiquez quelles seraient les autres situations ?*

b) *estimez-vous que la distinction opérée entre les deux situations est clairement expliquée ?*

### **R1**

a) *Pas d'autre situation identifiée dans ce cadre  
We do not identify any additional role for which valuer would need guidance*

b) *La distinction faite est clairement explicitée  
The distinction between the two roles is clearly explained*

**Q2** In paragraph 15 an extract from ISA 620 is provided which explains that an auditor's expert may be either internal (ie a partner or member of staff in the auditor's firm or of a network firm) or external. The draft Guide proposes that no distinction is necessary between these roles, and that the guidance provided is applicable to both situations.

*Do you agree with this conclusion? If you believe that distinction can be drawn, for example that some of the guidance may not be applicable to a valuer acting as an internal expert, please identify the distinction and if you believe that additional guidance specific to each role should be provided.*

*Le paragraphe 15 de l'ED fournit un extrait de l'ISA 620, lequel explique que l'expert de l'auditeur peut être soit d'origine interne (ie un partenaire ou un membre du personnel de la firme de l'auditeur ou d'une firme du réseau), soit « extérieur ». Le projet de Guide propose qu'aucune distinction ne soit faite dans la description du rôle de chacun et que les orientations fournies s'appliquent aux deux sans distinction. Êtes-vous d'accord avec cette conclusion ?*

*Si une distinction doit être faite, par exemple que certaines des directives ne soient pas applicables à un évaluateur agissant comme un expert interne, veuillez indiquer lesquelles, et préciser les éventuelles directives supplémentaires à fournir pour chacune des deux situations.*

### **R2**

*Nous sommes d'accord avec le fait de ne pas distinguer l'une ou l'autre des deux situations (expert interne ou externe) dès lors que la Direction de la mission relève de l'auditeur et que l'évaluateur reste un expert au service de l'audit (voir question suivante). Néanmoins, le recours à un évaluateur interne peut conduire à l'absence de lettre de mission. En ces conditions, les pratiques du cabinet d'audit (code de déontologie, règlement, formations, etc.) doivent être suffisamment détaillées afin de garantir un fonctionnement équivalent, notamment pour ce qui concerne l'indépendance de l'évaluateur, celui-ci devant se percevoir comme indépendant tout à la fois de l'auditeur et de l'entreprise auditée. Une « lettre de mission interne » pourrait être rédigée.*

*We agree with the board concerning the fact that there is no need to draw a distinction between external and internal valuation expert, as long as the audit assignment stays under the auditor's direction and that the valuer would be an expert dedicated to the audit. Nevertheless, we consider that an internal "engagement letter" may be useful when the valuer is part of the audit firm. This letter could describe the scope of works, responsibilities and agenda to be respected by the internal expert. A special attention should also be paid to the valuer independence; **he would be as independent both of the auditor and the audited company.***

**Q3** In the section "Planning the Assignment" (paras 21-24) the proposed guidance recommends close liaison with the auditor and that a valuer appointed as an auditor's expert should regard themselves as a member of the auditors team and be prepared to accept direction from the auditor. The Board is aware that some professional valuers believe that close liaison with a client, whether it be an auditor or not, may threaten their independence and objectivity. The Board does not consider this to be the case given that both the auditor and any experts the auditor appoints are required to provide an independent and objective view of the reasonableness of the valuation measurements provided by the entity's management.

*Do you agree with the Board's view? If not please give an example of how a professional valuers objectivity may be compromised through close cooperation with an auditor when acting as an auditor's expert.*

*Dans la section « Planification de la mission » (§ 21-24), l'orientation proposée recommande une liaison étroite avec l'auditeur et considère qu'un évaluateur choisi comme expert de l'auditeur doit être un membre de l'équipe d'audit et être disposé à accepter la direction de l'auditeur. Le Board est conscient que certains évaluateurs professionnels croient qu'une liaison étroite avec un client, que ce soit un auditeur ou non, peuvent menacer leur indépendance et leur objectivité. Le Board ne considère pas que ce soit ici le cas, étant donné que tant l'auditeur que l'expert choisi par l'auditeur sont tenus de fournir un avis indépendant et objectif portant sur le caractère raisonnable des mesures d'évaluation fournis par la direction de l'entité.*

*Êtes-vous d'accord avec le Board ? Sinon, donnez un exemple de situation dans laquelle l'objectivité de l'évaluateur professionnel peut être compromise par une coopération étroite avec l'auditeur.*

**R3**

*Nous sommes d'accord avec le Board dès lors que dans les deux cas, la mission de l'expert évaluateur est explicitée (« lettre de mission »), fait l'objet d'un descriptif précis et mentionne clairement la relation entre l'auditeur et l'expert ainsi que les responsabilités de chacun, en précisant que la direction de la mission revient à l'auditeur.*

*We agree with the board as long as in both cases the valuer mission is clearly explained and detailed in an engagement letter which describes the relationship between valuer and auditor, responsibilities and specifies that the mission's leading is carried out by the auditor.*

**Q4** Paragraph 25 indicates that if a professional valuer follows the IVSCs and any relevant Technical Information Papers or other guidance issued by the IVSC or other organisations it assists the auditor in verifying that the work is in accordance with applicable standards. The reference to "other organisations" was included because the Board recognises that IVSC is not the exclusive provider of valuation guidance, and that guidance issued by other organisations may be accepted by consensus under certain circumstances. However, it has been argued that an unqualified reference to "other organisations" may appear to mandate the use of guidance that is inconsistent with IVSC pronouncements and seems to encourage, rather than reduce, diversity.

*Do you agree that reference should be made to the existence of other organisations guidance or other pronouncements in this Guide? If so do you consider that either some qualification or limitation should be provided, or a list of other organisations deemed to issue appropriate valuation guidance be included?*

*Le paragraphe 25 indique que si un évaluateur professionnel suit les directives de l'IVSC et tout document d'Information technique pertinente ou autres directives émises par l'IVSC ou d'autres*

organisations, cela aide l'auditeur à vérifier que le travail est conforme aux normes applicables. La référence aux « autres organisations » a été incluse parce que le Board reconnaît que l'IVSC n'est pas la seule organisation à fournir des directives en matière d'évaluation, et que les directives émises par d'autres organisations peuvent être acceptées par consensus dans certaines circonstances. Cependant, il est fait valoir que la référence à des directives émanant d'« autres organisations » peut encourager l'utilisation de directives incompatibles avec les directives de l'IVSC et semble stimuler la diversité plutôt que de la réduire. Êtes-vous d'accord avec l'idée de mentionner l'existence de directives d'autres organismes ou d'autres directives dans ce Guide ? Si oui estimez-vous que certaines qualifications ou limitations devraient être apportées, ou bien que devrait figurer une liste d'organisations réputées sur des questions d'évaluation ?

#### R4

*Il ne paraît pas très cohérent en termes de normalisation que des « dérogations ouvertes » puissent clairement figurer dans les Directives émises par l'IVSC. Par contre il paraît acceptable qu'il soit fait référence à des Directives liées à des domaines techniques très spécifiques (évaluation d'avions, de navires, immobilier, usines, catalogues de films, ...). Ces références devraient être explicitées et définies limitativement.*

*Cependant, en France, par exemple, la mention du Règlement Général de l'AMF ainsi que le suivi et l'application des recommandations et obligations y inscrites garantissent l'opposabilité, la transparence, la conformité des méthodes retenues.*

*L'IVSC n'ayant, à ce jour, pas de statut légal de référence en France, il pourrait être pertinent d'inclure une liste d'organisations réputées et des régulateurs nationaux et internationaux dont les directives sont conformes ou comparables à celles de l'IVSC.*

*Attention cependant aux spécificités nationales possibles (directives, pratiques, code local des marchés financiers, etc.).*

*Within a standardization intention, it may not be consistent to openly mention other guidance than IVSC's. However specific Guidelines related to very specific technical areas not yet covered by IVSCs Guidance -planes, boats, real estate, plant, movies ... valuation- may be accepted. These Guidelines should be clearly described and exhaustively mentioned.*

*Nevertheless, in France for example, the use and respect of the AMF – Autorité des Marchés Financiers - Guidance ensure enforceability, transparency and conformity. As the IVSC has no legal status in France and is not an international regulator, it could be interesting to refer to the national and international regulators' rules as long as they are compliant with and comparable to the IVSC's.*

**Q5** The section “Scope of Work” (paras 25-32) indicates that a valuer acting as an auditor’s expert may only be required to review aspects of a valuation provided by either management or a valuer appointed by management. IVS 101 Scope of Work allows significant flexibility in defining the extent of investigation and valuation advice to be provided. If any of the report contents specified in IVS 103 are not required those excluded just need to be identified in the scope of work document, Do you consider that the guidance provided in the “Scope of Work” section of this document for a valuer undertaking a limited review of a reporting entity’s valuation when acting as an auditor’s expert is sufficient? If not what aspects do you consider merit further attention?

*La section « Étendue des travaux » (§ 25-32) indique qu'un évaluateur agissant en tant qu'expert d'un auditeur peut être sollicité afin d'intervenir seulement pour examiner une évaluation réalisée par un expert désigné par la direction ou de gestion. La norme IVS 101 « Étendue du travail » permet une grande souplesse dans la définition de l'étendue des travaux d'investigation et d'évaluation devant être fournis. Si un des éléments de contenu tels que ceux spécifiés dans IVS 103 est inutile, il suffit de le préciser dans la partie Étendue des travaux du document.*

*Estimez-vous que les recommandations énoncées dans la section « Étendue des travaux » sont suffisantes pour un évaluateur entreprenant un examen limité de l'évaluation d'une entité ? Si non quels sont les aspects qu'il faudrait développer plus avant ?*

#### R5

*Dans la mesure où l'expert de l'auditeur doit, comme l'auditeur, s'interdire toute forme d'ingérence, il ne peut réaliser d'évaluation dont les résultats seraient repris dans les états financiers. Son rôle est bien de revoir les travaux réalisés par la société auditée ou ses conseils. Les développements des*

*sections 25 à 32 paraissent suffisants pour permettre d'adapter l'étendue des travaux de l'expert requis pour réaliser une revue limitée d'une évaluation réalisée par un autre professionnel.*

*The valuer, as the auditor, cannot interfere and have an influence on the financial statements. Therefore, the valuer cannot perform an independent contradictory valuation. His or Her role is to control the works performed by the audited company or its experts. The paragraphs 25 to 32 are detailed enough to describe and adapt the valuer's scope of work for a valuation limited review.*

**6** Appendix 1 "Resources" contains a list of other documents that are relevant to this guidance and which provide further reading on this topic.

*Do you consider that there are other relevant and useful documents that could be included?*

*L'annexe 1 « Ressources » contient la liste des autres documents jugés pertinents pour compléter ces recommandations. Estimez-vous qu'il y a d'autres documents pertinents et utiles qui pourraient être inclus ?*

**R6**

*La liste paraît suffisante dans le contexte de cette recommandation. Within the guidance context, the appendix 1 list seems exhaustive.*

**7** The proposed guidance is intended to be capable of global application across different jurisdictions. The intention is to focus on broadly applicable principles and to avoid detailed descriptions of aspects of either the role of the auditor or a valuer involved in the audit process.

*Do you believe that the guidance contains an appropriate level of detail for a global audience? If not, please specify where you consider more or less detail is required, or any omissions that you consider to be material.*

La recommandation proposée devrait être d'application globale entre les différentes juridictions/territoires/régulations/corpus de principes. L'intention est de mettre l'accent sur les principes applicables de façon générale pour éviter une description détaillée des aspects qui concernent le rôle du commissaire aux comptes ou celui d'un évaluateur impliqué dans le processus d'audit.

*Croyez-vous que la recommandation soit d'un niveau de détail approprié pour un public mondial ? Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser ce qui doit être plus ou moins détaillé, ou toute omission jugée significative.*

**R7**

*La recommandation lue et appliquée en conjonction avec les normes ISA semble être d'un niveau de détails suffisant.*

*The guidance applied in conjunction with the ISA standards is detailed enough.*